Le nouveau concessionnaire du port de Bujumbura débute le 25 décembre

@rib News, 16/11/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement du Burundi a d'anticiper dans l'application de concession à la société sud-africaine Global Port Services en lui autorisant de commencer ses activités d'exploitation du Port de Bujumbura le 25 décembre prochain pour éviter un lourd préjudice au Trésor Public. Le gouvernement, qui avait proposé d'accorder une prolongation de six mois à l'actuel concessionnaire, le temps de terminer l'audit déterminant correctement le niveau du pourcentage des avoirs de l'Etat, a finalement amendé sa proposition, indique un communiqué de presse officiel publié vendredi.

En date du 24 octobre 2012, le Conseil des Ministres avait analysé ce dossier relatif au projet de convention pour l'exploitation de ce port sur base d'un rapport d'une Commission qui avait été mise en place et avait adopté ce projet. Compte tenu du fait que la valeur actualisée des avoirs de l'Etat dans le patrimoine de l'Exploitation du Port de Bujumbura n'était pas encore assez clarifiée, le Conseil avait proposé d'accorder une prolongation des six mois à l'actuel concessionnaire pour les raisons invoquées plus haut. C'est après avoir interrogé les textes en vigueur qu'on s'est rendu compte que l'application de cette proposition remettrait en cause certaines dispositions légales dont celles du Code de la Navigation et du Transport lacustres et celles du Code des marchés publics. La conséquence dans pareil cas aurait été ce lourd préjudice au Trésor public en obligeant l'Etat à payer des dommages au nouveau concessionnaire. Ce dossier a suscité des polémiques, surtout de la part d'organisations de la société civile, dont l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (Olucome) et l'ONG locale Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités, qui trouvent dans ce dossier l'odeur de la corruption et du favoritisme observés chez certains membres du gouvernement.